



Chef de projet Sécurité Alimentaire - RCA

Pays : RCA - Répartition du temps estimée 30% en Vakaga et 70% à Bangui

Durée : 7 mois (renouvelables)

Prise de poste : septembre 2018

Conditions : Contrat salarié, salaire mensuel brut de 1 550 € à 2 100 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique "Participer".

Possibilité de départ en famille : non.

Présentation de TGH

"Acteur d'une solidarité durable et partagée"

Créée en 1994, TGH, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural et l'éducation et de la protection. TGH travaille actuellement dans 10 pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et du Moyen-Orient.

Contexte

Considérée comme l'un des pays les plus pauvres et instables au monde, la République Centrafricaine (RCA) traverse la crise humanitaire la plus grave depuis son indépendance en 1960. Suite au coup d'Etat du 24 mars 2013, les changements successifs de régime ont contribué à une escalade des violences intercommunautaires, multipliant les violations des droits de l'homme, les déplacements massifs de population, la destruction de biens et la perte des moyens de subsistance pour la population. En 2017, OCHA estimait ainsi que 2,5 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population globale, avait besoin d'une assistance humanitaire d'urgence. En mai 2018, le bilan humanitaire demeurait préoccupant, avec environ 653,890 personnes déplacées internes et 542 380, réfugiés centrafricains dans les pays voisins (Cameroun, Congo, Tchad, RDC) selon le UNHCR.

La crise de 2013 a provoqué l'effondrement d'infrastructures socio-économiques déjà faibles, et l'absence des services sociaux de base est quasiment totale. L'élection du nouveau président Faustin-Archange Touadéra en février 2016 dans un climat politique apaisé et la récente mise en place d'un Plan de relèvement et de consolidation de la paix ont suscité certains espoirs dans le pays. Toutefois, depuis début 2018, la situation s'est à nouveau dégradée avec la reprise des combats entre groupes armés. Faisant face à la volatilité du contexte sécuritaire, la MINUSCA (opération multidimensionnelle des Nations Unies) en de charge de la protection des civils, de la facilitation de l'aide humanitaire et du soutien au processus de transition, a vu son mandat renouvelé en novembre 2017.

Point de départ géographique de la rébellion de la Séléka, la préfecture de la Vakaga est la première région à avoir subi les conséquences de la crise qui affecte la République Centrafricaine (RCA) depuis fin 2012 mais la situation sécuritaire s'y est améliorée. Ainsi, au premier trimestre 2018, la Vakaga était l'une de préfectures les moins touchée par les incidents sécuritaires en RCA selon INSO. Toutefois, loin de Bangui, centre économique de la RCA, cette préfecture est à la fois sous-développée, sous-peuplée et très difficile d'accès. Cet isolement géographique se traduit par un isolement social, politique et économique. La Vakaga est par ailleurs quasiment dépourvue de services publics et d'infrastructures modernes ce qui accroît son isolement.

La fermeture de la frontière tchadienne ordonnée par le président tchadien Idriss Déby en mai 2014 a eu des retombées économiques importantes, puisque les approvisionnements des marchés de la préfecture ainsi que l'écoulement de la production se faisaient majoritairement au Tchad. Par conséquent, la vulnérabilité des ménages de la région a

augmenté. Le cadre intégré de la classification de la sécurité alimentaire de la RCA datant d'avril 2018 classait ainsi la Vakaga en phase 4, soit la phase urgence avec un niveau d'insécurité alimentaire aigüe.

Bien qu'étant une des régions de RCA les plus défavorisées, la Vakaga présente un potentiel économique local réel. TGH, depuis 2007, a mené plusieurs types de projets dans les domaines de la sécurité alimentaire et travaille actuellement dans la province afin d'améliorer la résilience des populations via le renforcement des moyens de subsistance des ménages vulnérables.

Présentation de la mission

TGH a débuté son action en RCA en 2007 pour soutenir les populations vulnérables de la préfecture de la Vakaga. Aujourd'hui, l'association intervient en Vakaga dans les secteurs de la sécurité alimentaire. TGH demeure l'une des seules organisations humanitaires présentes de manière continue dans cette région marginalisée et excentrée.

Parallèlement, l'association s'impose depuis 2011 comme l'un des acteurs humanitaires majeurs de la préfecture de la Ouaka, où elle mène différents projets dans les secteurs de la sécurité alimentaire et du développement rural, de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement (EHA) et de l'éducation. Surtout, elle assure aujourd'hui une assistance d'urgence aux populations déplacées et aux communautés hôtes dans la ville de Bambari, dans l'ensemble des camps de déplacés autour de Bambari ainsi que dans les villes de Ngakobo et sur l'axe Ippy-Bambari. Les projets que TGH met actuellement en œuvre sont appuyés par des partenaires financiers tels qu'ECHO, l'AFD, ou le Fonds Humanitaire.

La crise que traverse actuellement le pays impacte notamment les mineurs en situation de grande vulnérabilité – enfants des rues, incarcérés ou en situation de rupture familiale et sociale – qui demeurent exposés à des formes de violence multiples. A Bangui, le phénomène des enfants des rues (EDR) reste prégnant. Les services de l'antenne mobile mis en place depuis 2014 par TGH garantissent aux enfants un accès à des services socio-éducatifs et médicaux de base, et participent au processus de réunification familiale et de placement en famille d'accueil. TGH assure la protection des enfants des rues par la mise en place d'un dispositif de prévention des abus à leur rencontre, projet notamment financé par l'AFD.

La mission est financée à hauteur de 3,5 millions d'euros par différents bailleurs de fonds, dont les principaux sont ECHO, le Centre de Crise, l'Ambassade de France, le CHF, le PAM, l'AFD et le CIAA.

L'équipe actuelle est composée d'une dizaine de personnels expatriés et d'environ 90 personnels nationaux, répartis sur les différentes bases opérationnelles (Bangui, Bambari, Tiringoulou et Birao).

Projets de sécurité alimentaire actuellement mis en œuvre en RCA

- Projet intitulé « *Programme pour contribuer à la résilience des populations dans les sous-préfectures de Bambari et Berberati à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire associée à une approche communautaire pour lutter contre la malnutrition chronique* », Avril 2017 – Septembre 2019, financé par l'AFD et mis en œuvre en consortium avec la Croix Rouge française. Ce projet fait suite à un autre projet, terminé en août 2016 et dont les retours sont positifs.
- Projet intitulé « *Assistance en sécurité alimentaire des populations vulnérables dans la préfecture de la Vakaga* », Mai 2018 – décembre 2018, financé par le CIAA à hauteur de 350 000€.
- Projet intitulé « *Renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses par le renforcement des capacités locales et la création d'emplois dans l'ensemble des préfectures du Nord de la RCA* ». Ce projet porté en consortium avec DRC-PUI-ACF vise à contribuer au renforcement de la résilience des acteurs du secteur agropastoral des préfectures du Nord de la RCA. Le projet cible un total de 73 040 bénéficiaires directs. Financé par le fond Békou (fond fiduciaire européen qui soutient la transition de l'aide humanitaire à l'aide au développement en RCA) à hauteur de 3 064 562 €.

Poste

Le Chef de projet Sécurité alimentaire travaille sous la responsabilité directe du Coordinateur Programmes et en lien étroit avec le référent de la cellule technique au siège. Il/elle assume les responsabilités suivantes :

Gestion de projet

- Superviser la définition, mise en œuvre et évaluation des activités des différents projets

- Mettre à jour les outils de suivi et de planification, permettant de mesurer l'avancement et l'impact des projets en relation avec la coordination
 - o Améliorer plus particulièrement l'identification des bénéficiaires organisés en groupement, le mode de fonctionnement de ces groupements
 - o Mettre en place au cours de la phase de lancement de projet les outils nécessaires aux différentes étapes de suivi et évaluation pour chacune des activités
 - o Valider et redéfinir si besoin le ciblage des zones pour certaines activités
 - o Lancer l'achat des produits et matériel de vaccination en relation avec la coordination logistique
 - o Contribuer à la finalisation du plan d'achat pour l'ensemble du projet en relation avec la coordination logistique
 - o Finaliser un planning des activités à suivre par l'équipe terrain basée à Birao / Tiringoulou
 - o Etablir une analyse formelle des principaux circuits de commercialisation des principales denrées agricoles ou issus du milieu naturel
- Se coordonner avec les ONG, institutions et partenaires œuvrant dans la zone d'intervention.

Gestion des équipes

- Planifier, encadrer et superviser le travail de l'équipe
- Evaluer le travail de chaque membre de l'équipe
- Renforcer les capacités techniques de chaque membre de l'équipe selon les besoins évalués
- Organiser les éventuels processus de recrutement et participer aux recrutements
- Assurer une bonne coordination et une bonne communication interne, notamment par la tenue de réunions régulières avec l'équipe
- Faire des retours au Coordinateur programmes sur les enjeux et problématiques soulevées par son équipe
- Assurer la résolution des conflits au sein de l'équipe et tenir informé le coordinateur terrain
- Proposer des adaptations pertinentes à l'organigramme de la mission et contribuer à sa mise en place
- S'assurer du respect des règles de sécurité par les équipes

Gestion logistique et administrative

- Planifier et réaliser les achats en lien avec l'équipe logistique et administrative
- Participer au suivi du budget du projet ainsi que le prévisionnel de dépense

Appui opérationnel et veille technique

- Veille sur la situation de sécurité alimentaire dans la zone d'intervention
- Suivi technique des pratiques agricoles locales et réflexion quant à leurs possibles améliorations
- En partenariat avec le reste de l'équipe, développer et dynamiser les actions de TGH dans les zones d'intervention.

Reporting

- Participer à la rédaction de la partie sécurité alimentaire du rapport de coordination interne
- Organiser la documentation nécessaire à la rédaction du rapport intermédiaire

Représentation et coordination externe

- Entretien et développer de bonnes relations de travail ainsi qu'une bonne visibilité de l'association auprès des autorités civiles et des autres acteurs humanitaires (agences de l'ONU, ONG)
- Contribuer aux échanges au sein des groupes de travail sur la sécurité alimentaire
- Représenter l'association dans les réunions de coordination inter-ONG

Coordination interne

- Participer aux réunions de coordination interne à Bangui et proposer des adaptations pertinentes vis-à-vis du fonctionnement général des bases en Vakaga.
- Echanger régulièrement avec le référent technique du siège.
- Transmettre le Monthly Follow Up (MFU) au chef de mission à Bangui et au siège (desk et cellules techniques)

Ces responsabilités pourront être revues en fonction des évolutions des besoins sur le terrain.

Conditions de travail, de vie et de sécurité

Le contexte sécuritaire instable et volatile impose le respect de règles de sécurité parfois contraignantes. Les déplacements sur le terrain sont possibles mais nécessitent une analyse préalable et les déplacements en ville ne

sont en général pas sujets à restriction, sauf tension en ville. TGH est un acteur humanitaire connu et apprécié dans la zone.

A Bangui, les expatriés disposent de chambres individuelles dans deux maisons partagées situées sur une concession où se trouve également le bureau. Une connexion wifi est disponible sur toute la base.

A Bambari, TGH dispose d'une grande concession bureau-base de vie sécurisée en bordure de la rivière Ouaka. Chaque expatrié dispose d'une chambre individuelle. L'électricité est fournie par un générateur durant les heures de travail, et un système de batterie auxiliaire permet d'alimenter les soirées et weekends. Une connexion wifi est disponible sur toute la base, et le réseau téléphonique est fonctionnel dans la zone urbaine de Bambari.

A Birao, TGH dispose d'une concession bureau-base de vie sécurisée. Une chambre sera disponible lors des séjours d'une durée générale d'une semaine (en fonction des vols UNHAS). L'électricité est fournie par un générateur qui ne fonctionne que quelques heures par jour ; la connexion internet est dépendante du fonctionnement du générateur.

Profil

- Formation en Agronomie
- Expérience et connaissance en sécurité alimentaire dans des contextes de post-urgence
- Bonne connaissance du milieu humanitaire (ONG, OI, UE...)
- Compétences en gestion de projets sécurité alimentaire
- Maîtrise d'outils d'analyse d'enquête sécuritaire alimentaire
- Maîtrise des outils informatiques (dont Excel et Word)
- Bonnes capacités rédactionnelles en français
- Capacité et motivation pour vivre et travailler en équipe
- Capacité à vivre dans un contexte sécuritaire instable
- Capacité à gérer un projet à distance

Candidature

Les candidats sont invités à envoyer un CV + lettre de motivation par courrier électronique à l'adresse suivante : recrutement@trianglegh.org , à l'attention de Laure Maynard, Chargée des RH.